

Une nouvelle bourse en études féministes pour célébrer le 80^e anniversaire d'Anita Caron !

par Marie-Andrée Roy, directrice

Le 16 octobre dernier, plus de 80 personnes se sont jointes au cocktail dînatoire organisé par l'Institut de recherches et d'études féministes pour célébrer le 80^e anniversaire de madame Anita Caron, membre fondatrice et première directrice de l'Institut.

Le cocktail a permis de rassembler, dans une ambiance joyeuse et détendue, des collègues et amies d'Anita venues lui dire leur amitié et leur affection. Des témoignages ont rappelé les faits saillants de sa carrière, la vision de l'Université qu'elle a mise de l'avant dès 1969, date de fondation de l'UQAM, ses perspectives sur la démocratisation du savoir, le travail en équipe et l'engagement féministe. Manifestement, Anita en a inspiré plus d'une par sa détermination, son engagement académique, son sens aigu de la justice et... son rire si communicatif! En prenant la parole,

madame Caron a évoqué ce qui a toujours guidé sa démarche d'universitaire, soit l'accessibilité de la formation, la recherche collaborative au service de la transformation sociale, et l'engagement pour que les femmes prennent pleinement leur place tant

une équipe de personnes qui a vu à la planification et au soutien logistique. Une brigade de bénévoles a assuré la préparation, la mise en place et le service de bouchées gourmandes pour le plus grand plaisir des personnes présentes. Je tiens à remercier

chaleureusement la co-responsable de l'événement, Lorraine Archambault pour son formidable sens de l'organisation. Je remercie toute l'équipe de bénévoles pour son entrain et son dévouement : Francine Descarries, Céline O'Dowd, Maryse Ribou, Mercédès Baillargeon, Michel-M. Campbell Isabelle Courcy, Julie Désilets, Lyne Kurtzman, Marie-Julie Garneau, Marie-

Claude Laberge, Julie Ouellette et Jean-Claude Roy. Il importe aussi de souligner la précieuse collaboration de la Fondation UQAM, notamment Marie Archambault, Sophia Benabdellah et Florence Di Iorio.



Photo: Denis Bernier. En arrière plan, Anita Caron photographiée en 1993.

dans l'université que dans l'ensemble de la société.

L'événement a été rendu possible grâce à la formidable collaboration de toute

..... suite à la page 2

Cet événement était animé par deux grands objectifs en plus évidemment de vouloir célébrer les 80 ans d'Anita. Le premier se résume en une volonté de mémoire: s'assurer que le nom d'Anita Caron, cette intellectuelle, féministe et femme engagée reste vivant dans notre université, que nous conservions la mémoire de cette pionnière qui a contribué à bâtir l'UQAM et qui a lancé notre Institut. Il importe que notre féminisme universitaire ait des racines et madame Caron est une figure particulièrement inspirante pour la nouvelle génération. Le deuxième objectif visait à apporter une contribution au développement de bourses pour les études féministes. Les étudiantes et étudiants ont besoin, pour la poursuite de leurs études, de revenus qui les aident à boucler leurs fins de mois et surtout, ils ont besoin de reconnaissance pour leur réussite académique. Les bourses constituent un soutien important à la poursuite des études et à la réussite académique.

La soirée du 16 octobre a permis de ramasser la somme de 11 475\$.

À cette somme sera additionné un montant de 15 000\$ provenant du Fonds de l'IREF. Nous créons ainsi un nouveau fonds capitalisé, le Fonds Anita-Caron/IREF qui pourra, à même les intérêts cumulés, verser dès l'an prochain une bourse d'environ 1 200\$ à une étudiante ou un étudiant à la maîtrise.

Et que la fête continue !

Sommaire

- ↳ Entrevue avec la professeure Lori Saint-Martin p. 3
- ↳ Regards féministes sur l'engagement social des aînées p. 7
- ↳ «Surfer» sur la mer de l'information ou comment garder le cap sans se noyer p. 9
- ↳ Conférence publique de Christine Delphy: *Le mythe de l'égalité-déjà-là: un poison!* p. 11
- ↳ Le dynamisme de l'ARIR à mi-étape p. 14
- ↳ Des conférences p. 15
- ↳ Nouveautés p. 18

Bourses d'études 2007-2008

Le comité d'attribution des bourses de l'IREF — bourses Anita Caron — formé de **Sylvie Jochems** (École de travail social), de **Thérèse St-Gelais** (Département d'histoire de l'art) et de moi-même s'est réuni au mois de novembre et a choisi quatre lauréates. Les deux bourses de premier cycle, de 500 \$ chacune, ont été décernées à **Anne-Marie Auger** et **Isabelle Dumont**, toutes deux étudiantes au certificat en études féministes.

La bourse Lori Saint-Martin/Marie-Andrée Roy, de 1000 \$, qui vise la conciliation études-famille, a été attribuée à **Sarah-Claude Racicot**, étudiante inscrite à la maîtrise en science politique. Enfin, c'est **Mercédès Baillargeon**, étudiante à la maîtrise en études littéraires, qui a remporté la bourse de deuxième cycle, elle aussi d'une valeur de 1000 \$.

Je tiens à remercier les membres du comité pour leur travail exemplaire et à féliciter toutes les lauréates pour l'excellence de leurs dossiers et pour la profondeur de leur engagement féministe. Je voudrais également souligner la qualité exceptionnelle des candidatures reçues, en particulier pour la maîtrise, où nous aurions aimé disposer de plusieurs bourses.

Lori Saint-Martin

Entrevue avec la professeure Lori Saint-Martin

Les études féministes, c'est une façon de voir le monde

par Élise Guillemette, diplômée à la maîtrise en études littéraires



Lori Saint-Martin est la première professeure à avoir été embauchée à l'UQAM pour enseigner les études féministes au Département d'études littéraires. Depuis juin 2006, elle occupe la fonction de coordonnatrice de l'enseignement à l'IREF. Dans cette entrevue, Lori Saint-Martin parle de son parcours académique, de son enseignement et de ses recherches. L'entrevue complète est disponible sur le site Web de l'IREF : www.iref.uqam.ca. Nous vous présentons une partie de cette entrevue.

EG : Comment, dans ton parcours intellectuel, en es-tu venue aux études féministes ?

LSM : Quand j'étais au bac en études françaises, c'est en lisant *Madame Bovary* que je suis devenue féministe ou du moins que j'ai pris conscience, de façon solitaire et informulée, de l'existence de jeux de pouvoir hommes-femmes en littérature.

À peu près au même moment où je suivais ce cours sur le réalisme français — j'allais moi-même beaucoup travailler par la suite au réalisme au

féminin de Gabrielle Roy —, j'en avais un autre sur la littérature québécoise. On y lisait notamment *Bonheur d'occasion* et là, c'était le contraire de mon expérience avec Flaubert. Je me sentais en terrain connu, je me sentais reconnue, nommée : Gabrielle Roy parlait des mères et des filles, des jeunes femmes ambitieuses

qui voulaient s'en sortir, comme moi. Et ce n'est pas seulement parce qu'elle parlait de thèmes qui me touchaient de près — j'adorais aussi Proust dont la vie était très loin de la mienne —, mais aussi en raison de sa grande compassion, qui pour moi s'opposait à la distance cruelle de Flaubert et qui m'a beaucoup touchée. C'est peut-être aussi ce contraste qui a fait que je me suis dirigée vers les études féministes et les études québécoises, tout comme le fait que les textes étaient plus contemporains et que la place des Québécoises dans l'institution littéraire au pays était bien plus grande que celle des Françaises, par exemple.

EG : Qui étaient tes interlocutrices à cette époque-là ?

LSM : C'était surtout dans les livres. En littérature, je n'avais pas d'interlocutrices, il n'y avait pas de professeures dans le domaine lorsque j'étais au bac. En fait, ce n'est qu'au doctorat que j'ai commencé à travailler directement sur les études féministes, avec Jeanne Lapointe, à l'Université Laval. C'était ma directrice de thèse et vraiment une grande inspiratrice. C'était

une femme très réservée, distante, mais qui m'a laissé beaucoup de liberté pour faire ce que je voulais (même quand je me trompais) et qui m'a appris, par ses patientes corrections écrites très finement à la mine, à écrire et à argumenter avec rigueur. Elle m'a aussi encouragée à écrire de la fiction, ce qui comptait peut-être plus que tout à mes yeux.

Suzanne Lamy a été mon autre modèle, mon autre « mère littéraire », avec Jeanne Lapointe. Je l'ai rencontrée vers la même époque, autour du magazine *Spirale* pour lequel j'ai fait beaucoup de comptes rendus critiques de livres féministes, ce qui m'a permis de parfaire mes connaissances. Elle est morte assez jeune et je pense encore très souvent à elle. Ses essais sont admirables.

EG : Sur quoi ont porté tes principaux travaux ?

LSM : Mon premier article savant, paru en 1984, dans *Voix et images*, ici même à l'UQAM, critiquait la violence faite aux femmes dans le roman nationaliste. J'ai analysé la rhétorique antiféministe d'idéologues québécois comme Henri Bourassa. J'ai travaillé sur la réappropriation féministe de certains stéréotypes du féminin : la sorcière et, de façon plus controversée, la prostituée. Je me suis intéressée aux textes de femmes qui avaient suivi ceux, explicitement engagés, des années 1975-1982 environ et j'ai forgé le terme de « métaféminisme » pour en parler. Plusieurs de ces textes sont parus plus tard, dans un recueil intitulé *Contre-Voix. Essais de critique au*

féminin. Mais à partir du début des années 1990, je me suis surtout attardée aux problématiques familiales. J'ai fait un livre sur le rapport mère-fille en littérature québécoise qui s'appelle *Le Nom de la Mère* et qui est paru en 1991. Par la suite, j'ai fait un livre intitulé *La voyageuse et la prisonnière. Gabrielle Roy et la question des femmes*. J'ai beaucoup travaillé ses textes inédits — des nouvelles et deux romans parmi le lot de manuscrits —, où il est question en long et en large de la vie infernale des femmes, de l'esclavage de la maternité, de l'incompréhension des maris qui veulent leur épouse au foyer, de l'intransigeance de l'Église.

Ensuite, et c'est le projet que je travaille à terminer actuellement, j'ai voulu poser ce que j'appelle « la question du père dans la littérature québécoise ». Cette fois, j'ai un corpus mixte, donc d'auteurs hommes et femmes ; c'est beaucoup plus long, beaucoup plus exhaustif. J'essaie de trouver les grands thèmes, les grandes configurations, si on veut, autour de la figure du père dans la littérature québécoise. Ce qui m'a surprise, mais au fond c'est très logique, c'est à quel point la question du père — c'est réellement une interrogation lancinante dans la littérature québécoise —, c'est la question du genre, du *gender*. Ce qui revient toujours, c'est comment se distribue le pouvoir dans la famille et dans la société, comment définir la paternité, la masculinité et en même temps comment définir le féminin, la féminité et les femmes.

Enfin, j'ai deux autres projets en cours, avec d'autres universitaires. Un projet consiste à faire l'édition critique des œuvres de Germaine Guèvremont ; un dernier projet, tout récent, mené avec Isabelle Boisclair de l'Université de Sherbrooke, porte sur les auteurs masculins contemporains et sur leur façon de conceptualiser le genre. Il y en a qui ont une conception assez nouvelle, éclatée, libre des identités

sexuelles, d'autres qui remettent à l'honneur les essences figées.

EG : Tu as été embauchée en 1991 au Département d'études littéraires pour enseigner les théories féministes. Étais-tu la première à l'UQAM ? Et quels besoins venaient combler l'enseignement dans ce domaine ?

LSM : Dans mon département, j'ai été la première engagée exprès pour faire ce travail (nous avons engagé par la suite une deuxième collègue, Martine Delvaux, dans le même esprit). Certaines enseignantes du département donnaient déjà des cours en études féministes mais aucune n'avait le mandat de le faire à temps plein. Alors j'ai eu le bonheur d'être engagée pour faire précisément ce que j'avais envie de faire. Les cours d'études féministes continuent, bon an mal an, d'attirer beaucoup de GENS. Les études féministes, c'est entre autres une façon de voir le monde, et il est beau de voir les yeux des gens changer. Les études littéraires fournissent à l'IREF beaucoup d'étudiantes pour ses concentrations, et je me réjouis aussi de ce dynamisme et de ces échanges.

EG : Comment, au fil du temps, avec la diversité des travaux sur l'écriture au féminin, ton enseignement s'est-il modifié ?

LSM : Il y a beaucoup plus de théories à faire découvrir, beaucoup plus de pistes, c'est sûr. Les sujets se sont multipliés, diversifiés. Je ne pense pas avoir jamais été très dirigiste, mais je donne peut-être encore plus de liberté qu'auparavant. Du temps pour la discussion, à condition qu'elle soit pertinente, du temps pour les désaccords et le choc des perspectives. J'aime beaucoup donner une théorie et ensuite pousser à la problématiser — sa contribution, son originalité, ses croisements avec les autres approches, ses points aveugles — et proposer plusieurs perspectives sur une

même question. Je prise les nuances. Moins que des réponses, ce que je veux apporter c'est une perspective, une façon de travailler les textes, un regard. Des pistes, des questionnements. J'aime ouvrir, j'aime la clarté mais celle à laquelle on arrive après avoir réfléchi, pas celle du consensus automatique. J'aime que les étudiantes construisent le champ pour elles-mêmes. Au fond, ce que je voudrais apporter, c'est une manière de poser des questions, d'interroger des textes et de faire des liens complexes et riches entre textes et réel. J'essaie aussi de transmettre une éthique du travail : un perfectionnisme non névrosé si on peut dire, une volonté de toujours se surpasser, d'aller au bout de soi-même. De bien écrire aussi. La qualité de l'expression est primordiale pour moi.

J'essaie aussi de transmettre une éthique du travail : un perfectionnisme non névrosé si on peut dire, une volonté de toujours se surpasser, d'aller au bout de soi-même.

EG : Et de quelle façon ton rapport aux étudiantes nourrit-il ton propre travail ?

LSM : Beaucoup. D'abord parce que, quand je sors d'un cours qui a bien marché — surtout peut-être au bac, où une certaine fraîcheur, une disponibilité à tout fait plaisir à voir — ou d'une réunion avec mes étudiantes de maîtrise ou de doctorat, je suis énergisée, je suis ravie de leurs progrès et ça me donne un grand enthousiasme. Parfois, évidemment, leur

travail est dans la foulée du mien : par exemple, avant d'avoir un projet sur l'identité masculine, je n'avais pas d'étudiantes qui travaillaient sur ce sujet. Mais il y a aussi un mouvement d'elles à moi, qui est plus subtil peut-être, qui a à voir avec cette énergie mais aussi peut-être avec leur manière de travailler : comment pense, comment cherche une personne plus jeune, par exemple. J'ai aussi des étudiantes plus âgées qui font un retour aux études, beaucoup d'étudiantes étrangères — ce que j'adore parce que c'est chaque fois un autre regard, une autre formation — et tout ce brassage de voix et d'idées m'enrichit.

Enfin, proposer un séminaire sur des recherches en cours, comme je l'ai souvent fait, donne l'occasion d'en discuter et d'y réfléchir, ce qui est très stimulant, et permet aux étudiantes de voir qu'un objet de travail ne tombe pas du ciel, qu'une approche se construit, et d'observer cette construction, voire d'y participer.

EG : Quelle est ta plus grande ambition d'enseignante ? De chercheure ?

LSM : Simplement d'explorer et de faire explorer un champ encore relativement nouveau. Chaque fois, au bac, je retrouve un noyau de fidèles qui suit plusieurs cours, qui fait la concentration en études féministes, etc., mais aussi d'autres dont c'est le premier cours. Je l'ai mentionné tout à l'heure, il y a beaucoup d'étudiantes qui m'ont dit : « Ça a été une révélation, ça m'a ouvert les yeux, je n'avais jamais pensé à ces questions-là et tout à coup, je vois le monde différemment. » Et ça, leur permettre de voir le monde à travers un angle d'approche féministe, voilà l'une de mes ambitions. Ensuite, le dépassement de soi, dans la rigueur, dans les connaissances, dans l'écriture. Ça pour elles comme pour moi. Il y en a à qui j'ai appris à écrire, comme Jeanne Lapointe l'a fait pour moi. Ce qu'on a reçu, on le rend. On ne rend pas aux mêmes mais c'est la nature même de la transmission, ça.

Mon objectif principal serait de voir où en est chacune et de l'aider à aller plus loin. Donc celle qui a plus de connaissances, qu'elle ne se contente pas de ça, mais qu'elle aille en chercher encore plus. Parfois, au début, j'en sous-estimais quelques-unes, je ne croyais pas toujours qu'elles iraient aussi loin qu'elles ne l'ont fait. Donc il ne faut pas présupposer jusqu'où elles peuvent aller, mais les accompagner avec fermeté et avec complicité — elles manquent tellement de confiance en elles, même les meilleures, surtout les meilleures peut-être. Les hommes aussi peuvent manquer de confiance, bien sûr, mais le problème me semble tout de même plus répandu et plus grave chez les jeunes femmes. « J'ai seulement une moyenne de A au bac, pensez-vous que je vais y arriver ? » À la fin, quand elles disent : « Je ne pensais pas être capable et je me suis rendue jusqu'au bout, c'est vrai que je suis capable », je suis comblée.

Il est important pour moi de proposer de nouveaux cours, à la fois pour me renouveler et pour ouvrir des réflexions : même si je suis là depuis 16 ans et que j'ai une banque de cours très conséquente, j'ai proposé trois nouveaux cours au bac dans les trois dernières années. Avec mon compagnon, Paul Gagné, j'ai traduit plus de trente-cinq romans et essais canadiens-anglais¹, et j'ai offert à la fois un cours sur la littérature canadienne-anglaise et un autre sur la traduction littéraire pour faire profiter les étudiantes et étudiants de ces champs. L'autre cours s'intitule simplement « Littérature et féminisme ».

EG : Et qu'en est-il, justement, de la littérature et du féminisme ? Quelle place occupent les études littéraires — et les études de la représentation en général — au sein du féminisme ? Les études littéraires sont-elles dévalorisées par rapport à d'autres disciplines ?

LSM : Je pense qu'il y a vraiment un problème dans un certain féminisme universitaire à ce propos-là. J'ai senti, très clairement parfois, d'autres fois de façon plus implicite, que pour certaines, il existe, à l'intérieur du féminisme, des domaines sérieux et des domaines qui le sont moins. On est toutes égales, mais certaines sont plus égales que d'autres, en somme. Les domaines sérieux étant ceux des sciences humaines, surtout là où on fait des études sur le terrain et des sondages et de la recherche-action, toutes des choses très précieuses et dont je n'ai pas envie de dire le moindre mal. Je me nourris beaucoup, dans mes recherches à moi, de données de plusieurs autres domaines. Mais je pense que le contraire n'est pas toujours vrai. J'ai parfois l'impression qu'il s'instaure une dichotomie un peu semblable à celle qui oppose traditionnellement le masculin au féminin. Du côté des sciences sociales, il y aurait donc les belles valeurs associées au masculin : rigueur, scientificité, objectivité, importance ; et du côté des représentations culturelles, les études littéraires entre autres, il y aurait la subjectivité, le « mou », le moins important, etc. Je pense que c'est pour le moins une simplification de la réalité et j'ai du mal à voir appauvrir les études féministes de cette façon. Pourquoi se passer de certaines disciplines et de leur contribution ? Pourquoi hiérarchiser ? Et surtout, pourquoi choisir ?

Par ailleurs, je trouve arbitraire la distinction entre les façons de penser et de symboliser le monde et ce qu'on appelle la « vraie vie ». La littérature est une représentation symbolique mais qui a pour son point de départ le réel, et inversement les gestes de la vraie vie sont influencés par les représentations symboliques que nous en avons. Dans ses recherches, il faut se spécialiser, mais en même temps ce n'est pas pour rien qu'on a tant parlé d'interdisciplinarité et de multidisciplinarité. Je me suis nourrie de plusieurs domaines de connaissances

du féminisme — histoire, sociologie, psychologie, psychanalyse, anthropologie — et je pense que d'autres domaines pourraient apprendre des choses des études littéraires.

Au fond, la contribution des études littéraires féministes consiste à travailler les représentations culturelles et symboliques du genre, entre autres, les rapports de pouvoir entre les sexes. La littérature aussi nous parle de rapports sociaux de sexes : du réel mais aussi des fantasmes et des rêves. Les représentations culturelles de façon générale — littérature, cinéma, arts visuels, etc.—, sont des endroits où se perpétue l'ordre établi, mais aussi où on peut contester cet ordre et proposer autre chose.

La littérature aussi nous parle de rapports sociaux de sexes : du réel mais aussi des fantasmes et des rêves.

EG : À ce jour, tu as publié deux recueils de nouvelles, soit *Lettre à la femme de mon amant* (1991) et *Mon père, la nuit* (1999). Comment se situe ta propre écriture par rapport aux enjeux féministes en littérature ?

LSM : De l'extérieur, on pourrait croire que je me suis donné un programme féministe dans mes nouvelles parce que j'ai parlé, entre autres, de l'avortement, de l'inceste, du rapport à la mère. Mais en fait, quand j'écris, je n'écris pas pour prouver, pour dire quelque chose. Comme le dit France Théoret, « je n'écris pas *pour* ».

Écrire, pour moi, c'est oublier. Oublier la posture de critique, d'essayiste, de professeure. Oublier la maîtrise. Suivre

un fil, suivre l'écriture, alors que si on fait un essai, c'est qu'on veut aller quelque part de précis.

Écrire, c'est donc suivre les mots, l'histoire, là où ça veut aller. Souvent ça commence avec une phrase, qui est généralement la première du texte : « Mon père, la nuit, vient dans ma chambre ». Les virgules dans cette phrase sont essentielles, elles font respirer une phrase qui, autrement, étouffe. Une fois que j'ai une phrase, je peux continuer. Je récris de façon presque compulsive mais la première phrase, elle, change rarement.

EG : Merci Lori.

¹ Au moment d'aller sous presse, nous apprenons que pour une deuxième fois, **Lori Saint-Martin et Paul Gagné sont lauréats des Prix littéraires du Gouverneur général de 2007** pour la qualité de la traduction *Dernières notes*, éditions Les allusifs, traduction française de *Last Notes and Other Stories* de Tamas Dobozy, HarperCollins Publishers Canada, 2006. Lauréats en 2000 pour la traduction française *Un parfum de cèdre*, de *Fall on Your Knees*, d'Ann-Marie MacDonald, Montréal et Paris : Flammarion Québec et France-Loisirs, 1999.

Regards féministes sur l'engagement social des aînées

par Michèle Charpentier, Anne Quéniart et Julie Jacques¹

Au terme de notre subvention (CRSH 2004-2007), nous sommes bien fières de faire un compte rendu de trois années riches en termes de travail d'équipe², sur un sujet passionnant et d'actualité mais pourtant peu abordé en sciences sociales, soit la question de l'engagement social et citoyen des femmes aînées.

Rappel du contexte de l'étude

On peut rappeler qu'au départ, notre recherche se situait un peu à contre-courant de certaines représentations établies concernant les femmes âgées (Charpentier, 1995 ; Kérisit, 2000) et notamment de ces images négatives qui les concernent (Perrig-Chiello, 2001), comme celle de la «little old lady»: small in stature, fragile, weak» (Grenier et Hanley, 2007 : 213). Ces images persistantes, croyions-nous, entretenaient l'idée que les aînées sont passives et sans pouvoir dans la société, alors que des données nous donnaient plutôt l'intuition que les aînées étaient engagées dans divers mouvements sociaux et y exerçaient une citoyenneté active, solidaire et méconnue (Guillemard, 2002). Nous nous sommes donc proposé d'examiner les pratiques concrètes et formes de militance des aînées, leurs significations et l'influence qu'elles exercent sur les générations montantes. De plus, reconnaissant que le genre détermine l'expérience du vieillissement, notre recherche s'inscrivait dans les tentatives récentes de rapprochements théoriques et pratiques entre les études féministes et la gérontologie. Enfin, l'approche féministe nous apparaissait d'autant plus pertinente qu'elle reconnaît l'importance du vécu et de la parole des femmes, leur subjectivité, en intégrant des dimensions historiques, structurelles et générationnelles.



Les mémés déchaînées: un groupe de militantes qui inspirent les générations montantes

Quelques résultats

La recherche s'est déroulée en 3 volets. Le volet 1 (*Analyse des trajectoires et du sens de l'engagement chez les aînées*) visait entre autres à comprendre ce qui amène des femmes aînées à s'impliquer dans un groupe ou un parti politique, à identifier l'influence de la venue des enfants, de l'insertion professionnelle, sur leur trajectoire et à analyser la place de l'engagement par rapport aux autres sphères de leur vie (conciliation travail-famille, les rapports de couple, etc.). Utilisant une méthodologie qualitative, notre cueillette de données s'est faite par le biais d'entrevues semi-structurées en face à face, auprès de 24 femmes âgées de 65 et plus, engagées dans le mouvement des femmes, dans des associations de personnes âgées, des groupes alternatifs et des partis politiques. Sur le plan des résultats, nous avons montré que les aînées ne revendiquent que pour leurs propres intérêts, que pour préserver leurs acquis. Femmes d'action et de défis, nos analyses ont montré que c'est véritablement hors du foyer que

ces aînées se sentent «vivantes», par l'engagement avec et pour les autres. Elles s'engagent pour faire changer les choses, et cela passe par la confrontation et le partage des idées, par la mise en commun d'expériences, par la solidarité qui découle de la participation associative. Autrement dit, elles adhèrent à une vision collective du changement social. Fait intéressant, leur engagement n'a pas débuté avec la retraite ou à 65 ans : il date souvent au contraire de plusieurs années, voire même du jeune âge (jeunesse étudiante catholique, scoutisme, etc.), et il s'est, pour la plupart, toujours juxtaposé à d'autres expériences bénévoles ou militantes, de même qu'à leurs expériences professionnelles passées. C'est ce qui explique pourquoi une majorité d'entre elles tenaient à mentionner que leur engagement dépasse justement la condition, l'identité ou le statut d'aînée que leur confère leur âge — ainsi que ses synonymes, retraitée et âgée. Pour elles, leur engagement va bien au-delà des frontières de l'âge et d'étapes de la vie. L'espace étant limité, celles et

ceux qui sont intéressés à connaître d'autres résultats peuvent se référer à plusieurs articles³ ainsi qu'à un ouvrage collectif⁴, résultant du symposium international *Vieillesse et citoyenneté* que nous avons organisé à Montréal en novembre 2005 et qui a réuni 325 participants à la Grande Bibliothèque.

Le volet 2 (*Comparaison des parcours d'engagement chez les aînées et les jeunes femmes* — sur la base des résultats de l'étude de Quéniart et Jacques, 2004) se voulait une analyse comparative des modes et types d'engagement exercés par deux générations de femmes, jeunes et aînées⁵. Sur le plan des convergences, nous avons montré que comme les aînées, les jeunes femmes ont trouvé dans le milieu scolaire un premier lieu de participation et d'engagement, et aussi d'éveil sur le monde. Également, toutes étaient de celles qui refusent de rester passives devant la pauvreté et les injustices de toutes sortes et qui demeurent convaincues d'avoir ou de devoir jouer un rôle dans la société. Sur le plan des divergences, nous avons rappelé le contexte économique et sociopolitique qui prévalait chez les deux générations. Alors que les trajectoires des aînées illustraient le rôle de pionnières que certaines ont dû jouer, notamment dans le développement de services de garde et dans la mixité dans les écoles, etc., celles des jeunes témoignaient qu'elles vivaient sans contredit à une période où tous les choix étaient possibles, tant au niveau de l'éducation, du travail, qu'en ce qui concerne le type de croyances et les modes de conjugalité. Bref, les jeunes femmes n'avaient généralement pas eu à s'émanciper de rôles traditionnels, comme ce fut le cas de leurs aînées.

Enfin, le volet 3 (*Analyse de la transmission intergénérationnelle des valeurs d'engagement*) visait de façon exploratoire à décrire, dans une

perspective d'analyse des lignées familiales, les trajectoires d'engagement des descendants (enfants et petits enfants) de femmes aînées engagées et à analyser l'influence de celles-ci en regard des valeurs d'engagement. Nos résultats nous ont permis d'observer l'importance que les héritiers accordent à leur mère et leur grand-mère et de concevoir le phénomène de la transmission comme étant un processus dynamique. En effet, les legs des aînées militantes (goût du voyage, de l'action, respect des autres, etc.) semblent ouvrir la voie à diverses trajectoires pour leurs héritières-héritiers et s'inscrivent dans un circuit où plusieurs agents de socialisation sont à l'œuvre: famille élargie, école, milieu de travail, etc.

Les suites de la recherche

Un nouveau projet de recherche est né suite aux résultats de celle-ci, plus particulièrement du volet 3. Alors que nous avons exploré la question de la transmission intergénérationnelle des valeurs d'engagement des aînées militantes aux enfants et petits-enfants, nous voulons pousser plus loin la réflexion et élargir la portée de nos analyses en nous intéressant cette fois à la transmission de l'ensemble des valeurs et des savoirs des femmes aînées et ce, non seulement au sein de l'espace privé (la famille) mais aussi de l'espace public (collègues de travail ou du milieu associatif, etc.). De plus, ce projet ne vise plus seulement les aînées militantes, engagées, mais bien toutes les femmes âgées de 65 ans et plus, qu'elles soient ou non militantes, qu'elles aient été ou non sur le marché du travail, et qu'elles aient eu ou non des enfants ou une vie de couple (célibataires, religieuses, etc.).

Ensemble, nous sommes à construire une expertise unique et originale sur les femmes aînées, sur la place et le rôle des séniors, qui prend assise sur une approche positive, dynamique et interdisciplinaire. Et le plaisir est au rendez-vous !

¹ Michèle Charpentier, professeure à l'École de travail social, Anne Quéniart, professeure au Département de sociologie. Julie Jacques, doctorante en sociologie à l'UQAM a également fait partie de l'équipe comme assistante notamment pour le volet 2 ainsi qu'à la dernière année du projet, en participant activement aux dernières analyses et à la rédaction d'articles.

² Soulignons que Michèle Kérisit (Université d'Ottawa) a participé au démarrage et au volet un de l'étude et Nancy Guberman (UQAM) a joué un rôle de collaboratrice, assurant des liens avec les groupes communautaires et de femmes. L'équipe a aussi été composée de fabuleuses assistantes de recherche, dont Fanny Jolicoeur (maîtrise en travail social, concentration études féministes) et Amélie Chanez (maîtrise en sociologie), qui ont toutes deux produit un mémoire à partir des résultats de la recherche.

³ Entre autres CHARPENTIER, M. et A. QUÉNIART (2007). « Au-delà de la vieillesse. Pratiques et sens de l'engagement de femmes aînées au Québec ». *Gérontologie et Société*, no 120, 187-202; CHARPENTIER M., QUÉNIART A., GUBERMAN N. et N. BLANCHARD (2004). « Les aînées et l'engagement social : le cas des Mémés déchaînées » *Lien social et politique*, no 51, « Engagement social et politique dans le parcours de vie », p. 135-143; et CHARPENTIER, M., A. QUÉNIART et J. JACQUES (2007). « Activism among older women. Changing the world after 65 », *Journal of Women and Aging* (accepté pour publication).

⁴ CHARPENTIER M. et A. QUÉNIART (2007). *Pas de retraite pour l'engagement citoyen*. Québec: Presses de l'Université du Québec, 184 p.

⁵ Pour les résultats plus complets, voir JACQUES, J., A. QUÉNIART et M. CHARPENTIER (2006). « Pionnières et héritières. Qu'en est-il de l'engagement social des jeunes femmes et des aînées? », *Canadian Woman Studies/Les cahiers de la femme*, vol. 25, nos 3-4, 110-116.

«Surfer» sur la mer de l'information ou comment garder le cap sans se noyer

par Sylvie Jochems, Katherine Macnaughton et Marie-Claude Laberge

Le droit à l'information est un droit humain qui doit mener au droit d'accéder à l'information, de la produire et de la diffuser : «Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.» (Article 19, *Déclaration universelle des droits de l'homme*).

Préoccupé par ce droit fondamental, le CDÉACF¹ a réalisé depuis les 10 dernières années des projets en matière de condition féminine qui sont surtout axés sur les TIC² : le développement du réseau électronique NetFemmes, par le biais de listes de discussion et d'un site Web ; le soutien aux groupes de femmes pour favoriser l'accès aux équipements informatiques ; la formation pour outiller les groupes dans leur appropriation des TIC ; l'hébergement de sites Web ; la mise en ligne de répertoires ; le développement de formations en ligne ; la numérisation de la documentation féministe produite par les groupes, et plus encore. Plus récemment, le CDÉACF a jeté les bases d'un partenariat³ à l'été 2005 pour la réalisation d'une recherche-action sur les pratiques informationnelles de ses 60 groupes de femmes membres. Un comité consultatif a été formé peu de temps après. Son rôle était de suivre l'évolution du projet, d'alimenter la professeure et la coordonnatrice du projet et de donner des conseils sur la réalisation des différentes étapes. Mais surtout, le comité consultatif était aussi constitué de déléguées de cinq organisations féministes membres ou alliées du CDÉACF : la Fédération de

ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec (FRHFVDQ), la Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN), Relais-femmes, le Groupe des 13, et Femmes et



De gauche à droite : Carole Dodier, présidente du CDÉACF 2005-2007, Katherine Macnaughton-Osler, Marie-Claude Laberge et Sylvie Jochems

Pouvoir de la MRC du Granit. La responsable du développement des collections du CDÉACF, Mme Julie Leclair, s'est jointe au comité à titre de bibliothécaire professionnelle. En concertation avec la direction du CDÉACF, le comité consultatif a défini le but de la recherche-action de la façon suivante : « Développer un modèle de service et d'intervention en matière d'information et de documentation qui favorise un espace permanent d'expression pour répondre aux besoins des groupes de femmes (principalement, mais pas exclusivement, les membres du CDÉACF) ». Voici succinctement les principaux résultats de cette recherche-action.

Surfer sur la mer de l'information : des enjeux pour les groupes de femmes

D'abord, le point marquant de cette recherche est que 17 répondantes sur 20 affirment que les travailleuses de leur organisme vivent le phénomène de la surabondance de l'information. Elles décrivent ce phénomène par la trop grande quantité d'information et de

documentation qui affluent dans leur travail. Bien qu'elles déplorent l'absence de prétraitement de l'information pour une meilleure diffusion dans leurs réseaux d'information, plusieurs participantes aux groupes de discussion admettent qu'il est difficile de prioriser l'information au regard de leurs fonctions et leurs missions sociales respectives. Elles ont souvent insisté dans les groupes de discussion sur le fait que les travailleuses et les militantes des groupes de femmes n'ont pas le temps de lire, de réfléchir, d'analyser l'information et encore moins de diffuser leurs positions critiques. Or, comment séparer « l'essentiel de l'accessoire » ? L'une des clés de solution résiderait dans l'organisation du travail des groupes de femmes. La gestion de l'information nécessite maintenant de nouvelles ressources qu'elles soient financières, informatiques et même humaines.

Même si les répondantes disent être déprimées et angoissées par le flot d'informations, elles sont encore malgré tout à la recherche d'information qui leur seraient utiles pour leur travail féministe : « Au niveau des analyses et des débats, au contraire, je parle de sous-abondance. Même, d'une certaine pauvreté du matériel informationnel en terme d'analyses féministes et en termes de débats féministes », affirme l'une des participantes aux groupes de discussion. Il faut alors retenir que les participantes à cette recherche-action souhaitent davantage produire, diffuser et avoir accès à des analyses féministes d'une part. Elles déplorent que le traitement médiatique des enjeux qui touchent les femmes et les groupes de femmes leur soit souvent défavorable. Par conséquent, les participantes aux groupes de discussion

ont fait ressortir les enjeux suivants qui mettent en perspective les actions à mener dans la dite «société de l'information»: contribuer à l'autonomie des citoyens et des citoyennes; et vive la démocratie en ligne... mais pas n'importe comment!; contrer le sexisme et le discours masculiniste anti-féministe diffusé sur Internet ; faire passer nos messages féministes dans les médias.

Garder le cap : des principes d'action

On pourrait croire que le fait de vivre la surabondance de l'information ait favorisé le développement d'une opinion négative par les participantes à l'égard des TIC, notamment Internet. Pourtant, sans repousser l'utilité d'Internet du revers de la main, les participantes reconnaissent qu'il faille davantage se pencher sur la logique pratique, le sens et la méthode de leurs usages des TIC, Internet en particulier: «C'est tout le monde qui a Internet et ça fait partie de l'évolution de la société, c'est correct. Mais il s'agit de voir comment on s'en sert» (une participante). Voici donc les principes d'action qui se dégagent des discussions de la recherche-action : soyons cohérentes: posons-nous la question «pourquoi et comment utiliser Internet ?»; or, attention au contrôle et à l'exclusion. On peut effectivement être «in» ou «out» avec les TIC. Par conséquent, soyons nous-mêmes démocratiques et faisons attention au contrôle et à l'exclusion que nous pouvons nous-mêmes reproduire dans nos organisations ; enjeux éthiques et la sécurité liés à l'accès à l'information ; sortir des sentiers battus : être proactives pour rejoindre différents publics ; porter et promouvoir une image positive des femmes et de leur mouvement.

Garder la tête hors de l'eau: des conditions préalables

Cela dit, il faut se donner de bonnes conditions de base pour la mise en œuvre d'un plan d'action qui a pour objectif d'améliorer et de développer

des pratiques informationnelles: reconnaître qu'on peut et doit exploiter Internet comme moyen de mobilisation féministe; miser sur l'éducation à la citoyenneté et à la pensée critique; se donner du temps pour analyser; se donner des ressources financières et de la formation pour réaliser des analyses collectives; s'assurer d'avoir des ressources humaines qui nous permettront de mieux gérer l'information; développer des habiletés de communication pour se donner de la crédibilité; mandater les regroupements nationaux; créer des alliances pour analyser collectivement et diffuser nos positions.

Surfer en toute liberté: des actions concrètes

De façon prioritaire, des participantes ont souligné l'importance de consolider financièrement le champ de la condition féminine au CDÉACF. Et de façon plus concrète, il se dégage une multitude de propositions : développer un média alternatif ; rendre disponibles sur Internet des dossiers de presse thématiques; rendre visibles les nouvelles publications des groupes de femmes; rejoindre différents publics: recruter les retraitées et diffuser auprès des personnes immigrantes ; mettre fin à la pollution par courriel (pourriels)!

Pistes d'action

Au terme de cette recherche-action, trois pistes d'action ont été formulées par les participantes et entérinées par le CA du CDÉACF : 1) Consolider, améliorer, promouvoir et favoriser l'appropriation des services existants du CDÉACF en condition féminine auprès de / par les groupes de femmes membres et non membres du CDÉACF; 2) Développer des outils en soutien aux groupes de femmes, dans leurs pratiques en matière de gestion de l'information et de la documentation; 3) Mettre en place des lieux d'échanges et d'analyse : des pratiques informationnelles et documentaires ; et des enjeux pour les groupes

de femmes dans la société de l'information.

En somme, des groupes de femmes membres du CDÉACF s'inscrivent peu à peu dans cette mouvance de la société civile pour le développement de sociétés des savoirs : «Le projet réside dans ce que nous ferons de l'information, des risques et des potentiels qui lui sont attachés [...] Face à cette réalité multiforme de l'ère informationnelle, des actrices et acteurs de tous pays tentent à la fois de prévenir des risques, d'étudier et proposer des alternatives, de vivre et promouvoir la complexité en refusant les logiques d'enfermement dans une conception monolithique des sociétés de demain»⁴. Il s'agit donc, d'une part, de résister à cette prose cybernétique qui incite les citoyens et les citoyennes à s'en remettre à ces experts de la production, de la gestion par le contrôle de l'information et des communications. Et d'autre part, le défi est davantage celui de s'engager de façon responsable et éthique dans l'appropriation citoyenne et féministe des usages de l'information et des communications.

¹ CDÉACF : Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine [http://www.cdeacf.ca/]

² TIC= Technologies de l'information et de communication.

³ Ce partenariat a été financé et soutenu par : le CDÉACF, le protocole UQAM/Relais-Femmes (Service aux collectivités), le conseil de l'IREF et le programme «projets ciblés» de la Faculté des sciences humaines de l'UQAM. Il était représenté par Mme Macnaughton-Osler, agente des projets NetFemmes, qui s'est allié à une professeure de l'École de travail social à l'UQAM, Sylvie Jochems, assistée de Marie-Claude Laberge alors étudiante de 2^e cycle en travail social. Page et Blogue disponibles à : [http://netfemmes.cdeacf.ca/pratinfos/index.php]

⁴ AMBROSI, A., PIMENTA, D. et V. PEUGEOT (dir.) (2005). *Enjeux de mots: regards multiculturels sur les sociétés de l'information*, C et F Éditions. Disponible en ligne à : http://www.vecam.org/article.php3?id_article=603&nemo=edm (consulté en juin 2006).

Conférence publique de Christine Delphy

Le mythe de l'égalité-déjà-là : un poison !

Extraits choisis par Lyne Kurtzman¹

Jeudi 11 octobre, 19h: la conférence de Christine Delphy dépasse nos attentes en termes d'assistance. Non seulement les 300 places de l'Auditorium de la Grande Bibliothèque sont-elles occupées, mais l'affluence, des personnes de tous âges, de tous milieux, est telle que nous devons installer une cinquantaine de chaises supplémentaires dans des coulisses improvisées. Malgré tout, et ce bien malheureusement, les places manquent et une centaine de personnes sont refoulées aux portes. De plus, 50 étudiants-es, professeurs-es et intervenants-es, réunis à Québec sous l'initiative de la Chaire d'études Claire-Bonenfant sur la condition des femmes de l'Université Laval, participent à distance à la conférence, et certaines interviennent à la période de questions grâce à la webdiffusion simultanée.

Déni et dénégation de l'oppression des femmes

La fracture de genre, quand nous l'avons dénoncée, elle était d'abord déniée et puis elle a été re-déniée, mais d'une autre façon. Fassin² dit, en ce qui concerne la fracture raciale, que l'on est passé du déni à la dénégation. Et c'est assez juste en ce qui concerne l'oppression des femmes. Quand nous avons commencé en 1970, c'était tout simplement: «Mais de quoi pouvez-vous vous plaindre?», c'était grosso modo: «Mais les femmes n'ont pas besoin de travailler, car vous ne voulez pas être comme nous, les hommes, qui sommes si malheureux, qui avons à sortir de la maison, etc.». «Et pourquoi voulez-vous troquer une chose pour une autre? (...)» On a ce discours récurrent qu'il n'y a pas d'oppression des femmes et puis quand on insiste, quand on s'obstine avec ce côté têtue qu'ont les femmes, finalement, on nous dit: «Vous aviez peut-être raison, mais vous aviez raison hier. Aujourd'hui, vous avez à nouveau tort. Et il faut vous arrêter. Il faut vous arrêter.» (...) Le discours général c'est que, non seulement le féminisme a été utile, mais ne l'est plus, mais c'est que le féminisme a été utile *en dépit de ses excès*. J'ai vu cette phrase sans arrêt et je me suis toujours demandée quels étaient les excès du féminisme car (...) ils m'avaient tous échappés. Et une fois, j'ai reçu une étudiante chez moi, qui voulait m'interviewer sur la période qu'elle n'avait pas connue et elle me dit: «... le féminisme et ses excès». Je lui dis: «Mais qu'est-ce que vous appelez les excès du féminisme?» Et elle me dit: «Mais je ne sais pas, ses excès, quoi». Je lui dis: «Oui d'accord, donnez-moi un exemple». Alors elle réfléchit et me dit: «Écoutez, je ne trouve pas d'exemples». Je lui dis:

«Mais il y a bien dû y en avoir, puisque tout le monde le dit!» (...) C'était une jeune femme féministe tout à fait de bonne volonté si vous voulez, et comme disais je ne me rappelle plus qui, il y a très très longtemps, «Si vous répétez trois fois un mensonge, ça devient une vérité». (...)

Et nous avons affaire à nouveau — c'est pour ça que je pense que nous sommes dans une période non seulement de creux, de stagnation et même de régression — nous avons affaire de nouveau à ce même discours, qui est d'autant plus dangereux et pernicieux qu'il est dit par des femmes, par des femmes qui se disent féministes et des femmes qui *ont été* féministes...

Le nœud de notre époque: la conviction que le désir n'existerait pas sans la différence sexuelle

Il y a beaucoup de personnes qui, justement, n'ont jamais accepté d'utiliser le terme «genre» parce que [ce terme] implique une construction sociale. Elles continuent de parler de la différence des sexes, ou de la différence sexuelle. Car pour ces personnes, la différence entre les genres, entre les hommes et les femmes, est une différence qui est fondée biologiquement, mais pas seulement ayant un rapport quelconque avec la biologie ou avec l'anatomie, mais *justifiée* biologi-



Photo: Marie-Julie Garneau

quement. Et surtout elle est très souhaitable car elle permet quoi? Elle permet le DÉSIR, qui n'existerait pas sans cette différence sexuelle. Et ça, c'est le discours qui est promu par les magazines féminins, les journaux de vulgarisation de psychologie et les ouvrages de «psycho-pop» comme *Les hommes viennent de Mars, les femmes de Vénus* qui ont été vendus dans le monde entier. Dans ce domaine, (...) le féminisme a fait quelques progressions, mais pas fondamentalement car il y a toujours cette opposition, cette contestation conservatrice qui dit: «mais non, les différences sont inscrites dans la biologie et pour le bien de l'espèce, pour permettre qu'il y ait un désir entre les hommes et les femmes sans lequel l'humanité s'éteindrait».

(...) Ce que j'ai critiqué dans des articles théoriques en disant: c'est quand même terrible parce que, apparemment, il n'y a que deux individus sur terre: une femme et un homme. Puisque c'est la seule différence qu'on voit, donc il n'y a pas de différences entre les femmes, il n'y

a pas de différences entre les hommes. (...) Et alors, (...) à la fin, ils sont quand même obligés — parce qu'il y a eu un combat des gais et des lesbiennes et un combat des «bis» et des «trans» —, ils sont obligés de le reconnaître... Ils se sont dit : «il faut qu'on case le désir homosexuel. Faut qu'on le mette (...). Et alors, ils mentionnent «Oui et puis alors il y a le désir homosexuel». Ah bon! (...) Et alors il n'est pas fondé sur la différence entre les sexes. Ils mettent deux lignes qui démolissent absolument, complètement tout leur dossier (...).

Et là, je crois que dans ce dossier et dans sa contradiction interne, on tient vraiment le nœud de notre époque du point de vue de : comment est-ce qu'on peut penser le sexe? Comment est-ce qu'on peut penser le genre? Comment est-ce qu'on peut penser les relations entre les hommes et les femmes? Comment est-ce qu'on peut penser la sexualité? (...) Il y a des évolutions qui font qu'on devrait être obligé de penser les choses autrement (...). [Mais], il y a tous ces gens qui veulent absolument que, finalement, aux différences anatomiques entre les hommes et les femmes correspondent des différences de rôles, des différences d'attitudes, et leur rationalisation pour ça, c'est que ça crée le désir. Jamais ils ne disent que ça crée l'exploitation économique, que ça crée les inégalités salariales ou que c'est lié. Jamais ils ne disent que c'est lié aussi aux violences conjugales qui font qu'en France, il meurt une femme tous les 4 jours sous les coups de son conjoint ou de son concubin.

Un pas en avant, un pas en arrière

(...) Dans les couples qui se forment, parce que la plupart des femmes vivent en cohabitation avec un homme, soit dans le mariage, soit dans le concubinage, il y a plus de partage des tâches pendant les premières années.

Et c'est au moment de l'arrivée du premier enfant que les rôles sexuels se distinguent vraiment très fortement. Non seulement la part de travail ménager des hommes reste stagnante, mais elle diminue même pendant que leur carrière s'envole, tandis que les femmes font tout, grosso modo. En moyenne, les femmes font 80% du travail ménager quand on confond tous les âges, toutes les catégories, y compris le nombre d'enfants dans le ménage. Et ça, ça ne change pas. (...)



Photo: Marie-Julie Garneau

sur 30, 40 ans, on n'a pas de changements, de la même façon qu'on n'a pas de changements, quoi qu'on en dise, dans les différences de salaire. Y a des gens qui veulent voir du changement, alors ils voient du changement : 2%, 3%, etc. Moi je ne vois pas de changement là...

Mais, il y a des domaines dans lesquels la lutte féministe a réussi à imposer sinon des résultats, au moins à faire connaître des choses. Je pense justement aux violences conjugales. Aux violences des hommes à l'encontre des femmes qui sont faites surtout dans un cadre familial (...). Moi, quand j'ai commencé à être dans le mouvement féministe en 70, je n'avais aucune idée de l'étendue de cette violence. (...) Ça m'a absolument stupéfaite et effrayée. Je n'avais pas la moindre idée non plus de la prévalence des violences sexuelles contre les enfants. (...) donc c'est vraiment un énorme lièvre qui a été soulevé là, un énorme lièvre. Dans les faits, ces horreurs restent présentes, elles ne

sont pas pour l'instant en diminution. D'ailleurs, elles ne sont pas bien répertoriées, en tout cas, en France, mais au moins, on sait qu'elles existent, et personne ne peut dire «c'est bien».

Là aussi, vous avez une contre-attaque, vous avez le *backlash* (...). Vous avez des psychologues et des experts (...) qui ont inventé (...) le syndrome de la fausse mémoire, par exemple: les enfants se fabriquent, ou il est facile de fabriquer aux enfants des souvenirs. (...) Et c'est la même chose en ce qui concerne les violences conjugales, c'est-à-dire que c'est la faute des femmes, que les hommes en seraient victimes aussi, qu'il y aurait autant d'hommes battus que de femmes battues. Mais malgré tout, (...) l'idée que ces violences existent bel et bien fait son chemin dans la société. (...) L'Espagne a passé une loi-cadre contre les violences (...) qui, si elle n'a pas encore donné de résultats, en tous les cas, montre beaucoup de bonne volonté. Il y a des pays où il y a, dans certains domaines, une volonté politique et ça, c'est un peu la bonne nouvelle.

La dépolitisation d'un certain féminisme universitaire

Le féminisme universitaire s'est développé beaucoup moins en France que dans les autres pays, justement à cause de cette résistance générale de la société, et donc présente aussi à l'université. D'un autre côté, il est resté plus proche (...) des préoccupations politiques. En revanche, dans les pays comme les États-Unis, l'Australie, l'Angleterre, dans les pays anglophones, il y a un développement d'études féministes, ou d'études sur le genre, dont une partie reste très ancrée dans le rapport avec le politique. Et ce sont généralement les femmes qui travaillent dans les sciences sociales et humaines, mais une autre partie qui est carrément décollée de la réalité (...) de la vie des femmes dans tous ses aspects. Je pense par exemple, je vais le dire

brièvement, je n'ai pas que des critiques à son encontre, mais je pense (...) au mouvement *queer*, qui ne s'intéresse finalement, à mes yeux, qu'à la sexualité. Et bien comme je le disais tout à l'heure, ce n'est pas l'alpha et l'oméga de la vie des gens. [Les gens] sont obligés de travailler, de se nourrir, de faire le ménage, etc. Et les rôles sexuels qu'ils adoptent dans leurs rapports amoureux ne sont pas tout ce qui les préoccupent. Et ça, le mouvement *queer* n'en parle pas et donc, il y a bien là une dépolitisation.

(...) Des théories qui laissent de côté la situation matérielle des femmes et des hommes, qui laissent de côté les conditions de travail des femmes, qui laissent de côté les niveaux de salaire des femmes, qui laissent de côté l'exploitation du travail domestique, qui laissent de côté les violences, pour moi, ne sont pas des théories féministes. L'université peut, et a, par moment, imprimé ce que j'appellerais son irresponsabilité aux féministes.

Le mythe de l'égalité-déjà-là

(...) Et alors du point de vue de la mobilisation du mouvement féministe, qui est, comme on dit, *sur le terrain*, — même dans des pays comme le Québec où il y a plus de féministes sur le terrain — pourquoi est-ce qu'on sent cette lassitude ? Pourquoi est-ce qu'on sent cette préoccupation de la relève ? Où est la relève ? Qu'est-ce qui s'est passé ? Or, ce qui s'est passé, ce qui se passe aujourd'hui, et ce que disent toutes les féministes de ma génération et même des générations suivantes, c'est que les jeunes femmes ont l'impression que tout est gagné. Comment est-ce qu'elles peuvent avoir cette impression-là ? Elles ne l'ont pas depuis hier ou avant hier, elles l'ont depuis longtemps. Depuis les années 1980, (...) nous avons vu une relève au compte-gouttes, mais nous n'avons pas vu le mouvement large que nous espérions. Nous avons vu, en effet, sur certaines causes, des mobilisations. Mais, nous n'avons pas vu cette prise de conscience de la majorité des jeunes femmes, de chaque groupe d'âges, de chaque génération.

**Une jeune femme
qui pense qu'elle
a les mêmes
possibilités que les
hommes, et puis
qui essaie, et puis
qui échoue: qu'est-
ce qu'elle fait?
Elle se culpabilise !
C'est quelque
chose qui empoi-
sonne les femmes.**

Et bien oui, elles ont été « eues » par le mythe de l'égalité-déjà-là. Combien de fois j'ai entendu ça... C'est-à-dire : «Oui, vous vous avez lutté... Elles ont avalé ce truc de «le mouvement féministe a été utile, mais maintenant, nous avons tout et c'est à nous de retrousser nos manches et de faire quelque chose». Et nous nous sommes dit : «Bon, elles ont 20 ans, elles ont accès aux études supérieures, elles ne se rendent pas encore compte, et puis elles vont se marier... Et puis peut-être elles vont avoir un enfant et là, elles vont voir vraiment, elles vont voir ce qu'elles vont voir!» Et bien non... Apparemment, il ne s'est pas passé ce déclic de la prise de conscience et je pense que c'est vraiment dû à ce matraquage qui présentait les féministes d'une façon extrêmement négative. Comme toutes des folles, toutes des mal baisées, moches, lesbiennes, etc. Et à l'idée des excès dont on ne savait pas en quoi ils consistaient — ce qui est encore plus terrifiant — et puis à l'idée que tout était gagné, qu'avant, il y aurait eu des raisons de se révolter, mais que maintenant, il n'y en avait plus.

Et alors, pourquoi est-ce que je dis que ce mythe de l'égalité-déjà-là est un poison ? Et bien, c'est un poison parce qu'une jeune femme ou moins jeune

d'ailleurs — qui pense qu'elle a tout, qu'elle a toutes les possibilités et les mêmes possibilités que les hommes, et puis qui essaie, et puis qui échoue, parce qu'elle a beaucoup de chances d'échouer, parce qu'elle n'a pas les mêmes chances, et bien qu'est-ce qu'elle fait ? Elle se culpabilise ! «C'est ma faute. J'avais tout, j'avais les cartes dans les mains et puis je ne les ai pas bien utilisées», voilà. Et donc on retombe dans la situation antérieure, je veux dire qu'avant 1970, c'était exactement la même chose, puisque déjà on nous disait qu'on avait tout, qu'on avait qu'à se retrousser les manches, qu'on avait qu'à... etc. On a ce discours extrêmement répétitif à chaque génération. Et donc c'est vraiment... c'est quelque chose qui empoisonne les femmes.

J'ai dit tout à l'heure que c'était bien que certains gouvernements se mettent à dénoncer les violences conjugales. Mais le problème, c'est que la plupart des gouvernements ne font pas ça. Ce qu'ils font, c'est qu'ils disent : «Nous inscrivons dans nos lois, nous inscrivons dans nos institutions, nous inscrivons s'il le faut dans notre constitution, si c'est ça qu'il faut pour vous faire plaisir qu'il y a l'égalité des sexes, voilà. Bien vous avez votre ligne, qu'est-ce que vous voulez de plus?» Et le problème de cette ligne, c'est qu'elle est opposée aux femmes qui voient des inégalités réelles, qui voient que c'est leur copain qui prend la parole, qui voient que c'est elles qui font la vaisselle, qui voient que c'est elles qui changent les gosses, etc. Je ne vais pas vous fatiguer avec cette litanie féministe que vous connaissez et que les masculinistes dénoncent comme étant une litanie. Mais vous savez, tant que ce sera comme ça, il y aura la litanie ! (...) Alors les gouvernements se défaussent avec ça !

(...) Le féminisme a plusieurs défis, bien sûr. D'abord, c'est celui de dénoncer sans arrêt cette propagande, celui de s'opposer au retour de bâton, celui de défendre les quelques acquis qu'il a conquis et celui de définir finalement là où il voudrait aller (...).

Un [autre] des défis en ce moment, pour nous féministes, disons occiden-

tales, c'est de travailler avec des féministes du Sud, du tiers-monde, post-colonial... On peut les appeler de n'importe quelle façon, elles sont soit dans des pays dominés par l'Occident, soit à l'intérieur des pays occidentaux, comme la France, dans des groupes dominés. C'est [une tâche] difficile. Enfin, ce n'est pas impossible. On arrive toujours à faire des scissions à l'infini et à être totalement inefficace

politiquement. Mais la question c'est: est-ce que c'est ça qu'on veut faire ou est-ce qu'on veut arriver à travailler avec toutes les féministes? C'est un défi que certaines parties du mouvement féministe en France ont relevé. C'est un défi que d'autres n'ont pas relevé.

¹ Cette conférence s'est inscrite dans le cadre du Séminaire mi-parcours de l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes (voir plus bas). Elle est accessible en version complète sur le site de l'ARIR à: <http://www.unites.uqam.ca/arir/accueil.htm>. Une version écourtée sera également diffusée au Canal Savoir à l'hiver 2008.

² FASSIN, Didier et Éric FASSIN (éd.). 2006. *De la question sociale à la question raciale?: Représenter la société française*, Éditions La Découverte, 264 p.

Le dynamisme de l'ARIR à mi-étape

Parvenue à mi-parcours de sa démarche, l'Alliance de recherches IREF/Relais-femmes (ARIR) a organisé le 12 octobre dernier un séminaire qui a réuni, outre ses membres, et Christine Delphy à titre de discutante, près de 70 personnes ressources et des répondantes qui ont été associées à ses projets. Ce séminaire a été une occasion de mener une réflexion collective sur le thème *Le féminisme québécois aujourd'hui : ouverture ou déradicalisation ?*

Ce séminaire ainsi que la conférence publique de Christine Delphy en ouverture, ont été deux événements marquants de l'automne. Nous y avons

traité des enjeux actuels de la pensée et de l'action féministes, et de la place de la relève dans les groupes de femmes. Nous avons abordé des questions controversées dans le féminisme, à savoir la traite sexuelle et la représentation de l'égalité par des femmes pratiquant différentes religions. En plus de permettre aux participantes de faire le point sur l'état d'avancement des travaux de recherche des équipes, le séminaire a eu pour effet de revaloriser une pensée féministe critique et d'impulser un dynamisme dans les échanges entre professeures, étudiantes et intervenantes de différents milieux et groupes d'âges.

Initiée en septembre 2005, suite à l'obtention d'une subvention d'infrastructure du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture, l'ARIR réunit quatre équipes autour du projet *Pensées et pratiques du mouvement des femmes québécois : paradoxes et enjeux*. À partir de leur champ de recherche respectif, les équipes s'interrogent sur la capacité du mouvement des femmes québécois à maintenir ses acquis et à alimenter une problématique sociale et une intervention concertée qui tiennent compte des divers choix faits par les femmes. Les actes de ce séminaire sont en préparation.



En arrière-plan, l'équipe qui travaille sur les discours et pratiques du mouvement féministe, dans l'ordre: Geneviève Szcapanik, adjointe de recherche, Sandrine Ricci, adjointe de recherche et coordonnatrice des événements de l'automne, Isabelle Marchand, adjointe de recherche, Christine Corbeil, chercheure, Francine Descarries, directrice de l'ARIR et Mélissa Blais adjointe de recherche. Ont également fait des présentations : Danielle Fournier, Lise Gervais, Marie-Ève Rioux-Pelletier, Joanie Bolduc, Anne Létourneau, Catherine Saint-Germain-Lefebvre, Lyne Kurtzman et Marie-Andrée Roy.

Des conférences

Cette section présente deux comptes rendus de conférences présentées à l'automne 2007: *Égalitaires les jeunes couples?* et *Violence homophobe et lesbophobe*. Faute d'espace, il nous est impossible de publier les comptes rendus des autres conférences prononcées à l'automne. Toutefois, ceux-ci sont disponibles sur notre site Web (www.iref.uqam.ca): *L'Afghanistan, une guerre «juste» pour les femmes?* par Christine Delphy; «*Ça ou le viol en cinq leçons*» — *La violence masculine* par Jacqueline Julien.

Égalitaires les jeunes couples ?

par Mercédès Baillargeon, étudiante à la maîtrise en études littéraires

Le 26 septembre dernier, **Marie-Ève Surprenant** nous rencontrait sur le thème de l'égalité dans les jeunes couples. Depuis 2004, elle est coordonnatrice de la Table de concertation de Laval en condition féminine. Elle s'intéresse aux représentations des femmes dans les sphères de pouvoir, à la place des femmes dans l'histoire et à l'antiféminisme. Dans cette présentation, elle a mis de l'avant les conclusions de son projet de maîtrise complété à l'UQAM en sociologie, concentration en études féministes.

Dans ce mémoire, Marie-Ève Surprenant a cherché à comprendre les perceptions des jeunes femmes et des jeunes hommes en ce qui a trait à l'égalité ainsi que la façon dont cette « égalité » est vécue au quotidien. Ce sujet l'interpellait particulièrement puisqu'il s'agit de son groupe de paires. Elle s'est donc intéressée, dans un premier temps, aux représentations de l'égalité chez les jeunes; aux pratiques égalitaires dans la vie quotidienne, en second lieu; pour finalement arriver à dégager certains facteurs favorisant l'égalité.

Pour faciliter l'analyse, elle a considéré l'évolution des relations hommes/femmes selon trois moments importants : le couple, la cohabitation et l'arrivée du premier enfant. Au niveau méthodologique, elle a effectué des entrevues qualitatives auprès de seize jeunes adultes âgés de 20 à 30 ans, huit hommes et huit femmes, toutes et tous ayant poursuivi des études

universitaires. Parmi ceux-ci, la moitié avait des enfants et l'autre, pas. Les résultats préliminaires lui ont permis de conclure que la plupart des hommes de son échantillon exploratoire attendent la fin de leurs études pour avoir des enfants alors qu'il n'est pas rare que les femmes deviennent enceintes alors qu'elles fréquentent encore l'université. De plus, les hommes ont habituellement des partenaires plus jeunes qu'eux et les femmes, plus âgés. En outre, les hommes choisissent une partenaire conjointe aussi scolarisée qu'eux, contrairement aux femmes qui peuvent avoir des conjoints possédant un DEP ou un DEC technique.

Les représentations de l'égalité et du féminisme chez les jeunes

Tout d'abord, elle remarque une importante évolution au niveau des modèles classiques de l'homme-pourvoyeur et de la femme-ménagère, et de la *wonder woman* de l'époque de leurs parents. De plus, la plupart des jeunes reconnaissent les importants acquis des luttes féministes, mais se sentent de moins en moins interpellés par le mouvement. De surcroît, tant les hommes que les femmes cherchent à se distancier du modèle de leurs aînés qui, d'une certaine façon, a échoué pour ce qui est du couple, la plupart de leurs mariages s'étant soldés par des divorces. Ainsi, les femmes et les hommes partagent plus ou moins les mêmes représentations et idéaux, accordant une valeur

presque sacro-sainte à la vie de couple qui doit être préservée à tout prix. Pour elles et eux, il s'agit du lieu par excellence pour atteindre l'épanouissement de soi. Par contre, cela ne se traduit pas toujours dans la réalité : par exemple, seules les jeunes femmes sont susceptibles de se trouver dans des situations de rapports de pouvoir et de domination dans leur couple, alors que les hommes en sont exempts. Aussi les femmes, se sentant responsables de la santé de leur relation, s'investissent-elles davantage dans leur couple que les hommes, qui accordent une plus grande importance aux affinités que peuvent partager les deux conjoints.

La sphère privée comme lieu des inégalités au sein du couple

Malgré cette vision très romantique du couple, la plupart des jeunes femmes vivent avec de profondes contradictions; alors qu'elles peuvent être des femmes de carrière très aguerries à l'extérieur du foyer, l'identité sexuée se traduit davantage dans la sphère domestique où l'on valorise les rôles traditionnels. C'est ainsi que les jeunes femmes qui gagnent un revenu plus élevé que leur conjoint tendent à respecter davantage la division sexuelle du travail classique pour ne pas donner l'impression à leur conjoint de les « dominer » dans toutes les sphères d'activités. Dans ce sens, bien qu'il arrive que les hommes amènent une aide partielle et ponctuelle dans les tâches domestiques,

la responsabilité revient presque systématiquement aux femmes. Au surplus, elles se sentent même privilégiées lorsque leur conjoint leur apporte un soutien, comparativement à leur mère ou à d'autres femmes en couple.

L'arrivée du premier enfant et la naturalisation de la division sexuelle du travail domestique

Il est évident que l'inégalité dans le couple ne fait que s'accroître avec l'arrivée du premier enfant. En plus d'avoir à remplir les tâches domestiques, les femmes héritent de la responsabilité des soins aux enfants alors que les hommes occupent une plus grande présence quand vient le temps de s'amuser. D'ailleurs, il semble que plusieurs femmes considèrent, encore aujourd'hui, qu'elles ne seraient pas des femmes à part entière si elles

refusaient la maternité. De plus, dans la plupart des cas, la conciliation travail/famille leur revient et elles doivent se contenter du peu de ressources mises en place sur le marché du travail pour pouvoir arriver à gérer leur temps. En somme, l'esprit de ces femmes est toujours préoccupé, qu'elles soient en train de planifier les devoirs, l'épicerie ou le retour à la maison. Elles portent donc une charge mentale extrêmement lourde, ce qui vient créer un stress très important qui se répercute dans toutes les sphères de leur vie.

Certains facteurs qui favorisent l'égalité dans les jeunes couples

Marie-Ève Surprenant termine sur une note un peu plus optimiste en nous rappelant que ces inégalités ne sont pas «naturelles», mais résultent plutôt de notre mode de socialisation et de

nos modèles parentaux. De plus, elle constate que peu de couples ont pris le temps de discuter de la division des tâches, alors que le faire permettrait de déconstruire certains rôles traditionnels. Par ailleurs, il est bien évident que nos mentalités et notre façon de concevoir tant le couple que la famille ne sont pas encore égalitaires. Pour y parvenir, elle suggère que nous favorisions la transmission de l'histoire des femmes et des différentes luttes féministes afin que nous nous rappelions la situation qui avait préséance auparavant. Enfin, Marie-Ève Surprenant propose qu'il importe de trouver de nouveaux modèles qui permettront, à plus long terme, une transformation sociale qui, espérons-le, mènera encore davantage vers l'égalité entre les hommes et les femmes.

Violence homophobe et lesbophobe

avec Douglas Victor Janoff et Line Chamberland

par Catherine Garneau, étudiante au baccalauréat en études littéraires

Douglas Victor Janoff travaille à Ottawa à titre d'analyste des politiques du gouvernement. Il s'intéresse à la violence homophobe, particulièrement à la violence extrême (meurtre). Il a accumulé plusieurs centaines de cas qui lui ont permis de documenter son livre, *Pink Blood*¹. On y relate 300 cas de violence homophobe au Canada entre 1990 et 2004. La conférence, tenue le 3 octobre dernier, donne un aperçu de sa recherche.

Pour monter cette enquête, Monsieur Janoff a consulté des journaux, revues, statistiques, documents judiciaires, etc. Les entrevues, plus d'une centaine, se sont déroulées dans 25 villes canadiennes, auprès de militants, victimes, chercheurs, travailleurs sociaux et juges. Il faut

toutefois noter que ces sources demeurent difficiles à dénicher puisque la question de la violence homophobe demeure taboue dans la société en général, selon Douglas Janoff. L'invisibilité et l'absence de dénonciation la rendent encore plus sournoise. Il en résulte que le nombre réel de cas est plus élevé que le nombre compilé par les instances officielles.

Pour donner un portrait des victimes de violence homophobe, Monsieur Janoff fournit les statistiques de la police de Toronto, qui établit que 89 % des victimes de violence homophobe sont des hommes, 8 % sont des femmes et 3 % des transsexuels. Pour les homicides, la majorité est masculine, 2,8 % sont des femmes et 5 % sont des transsexuels. Bref, plus de

90 % des victimes et 100 % des agresseurs sont de sexe masculin.

Au-delà de ces statistiques, une question demeure : quelles sont les causes de cette violence ? L'étiologie fournit plusieurs théories pour expliquer le phénomène; nous en présentons ici cinq. La première théorie est celle de l'assaillant refoulé. Dans ce cas, l'assaillant est un homosexuel réprimé, refoulé et en colère, dû au fait que d'autres personnes peuvent exprimer ouvertement leur orientation sexuelle. La deuxième est celle du mouvement de ressac politique. Les agresseurs correspondant à cette catégorie n'ont pas une réflexion profonde sur leur aversion. La troisième est celle des gens victimes d'exploitation sexuelle dans leur passé. La quatrième est celle

Des conférences suite...

de l'adolescent immature. Plus de 40% des cas d'agression se rapporteraient à cette théorie. Selon cette dernière, la violence homophobe constitue un moyen pour les adolescents immatures de faire face à leurs propres craintes et insécurités par rapport à l'homosexualité. Finalement, la cinquième théorie est celle du «tabasseur» de lesbiennes macho; elle illustre la différence entre la violence envers les gais et celle envers les lesbiennes. À ce sujet, la chercheuse Gail Mason² a identifié deux situations d'agression; celle avec des inconnus et celle avec des proches. Les agresseurs inconnus attaquent les femmes qui, selon eux, ne se conforment pas aux stéréotypes féminins. Le deuxième scénario, plus complexe, est celui de l'agresseur connu et amoureux de sa victime et qui se sent rejeté par cette dernière. L'agresseur passe alors rapidement de l'amour à la haine, caractérisée par le viol et même le meurtre.

La violence homophobe emploie des armes très diverses: bâton de baseball, bouteille en verre, piquet de métal, couteau, branches d'arbres, etc. Les groupes les plus vulnérables sont les jeunes, les prisonniers, les transgenres, les prostitués-es, les réfugiés et les gens vivant en zones rurale et nordique.

Douglas Janoff a analysé les approches des groupes communautaires. Il dégage quatre modèles importants. À Toronto, on applique l'approche du travail social. À Montréal, le modèle de l'affrontement a prédominé pendant un certain temps, c'est le modèle de l'affrontement. Et à Ottawa, la police et la communauté LGBT (lesbiennes/gais/bisexuels/transgenres) ont créé un comité de liaison qui se réunit une fois par mois au quartier général de la police pour discuter de toutes sortes d'enjeux, dont la violence homophobe.

Hormis les groupes communautaires, l'État peut aussi fournir des solutions stratégiques pour prévenir la violence homophobe. La réforme judiciaire, la sensibilisation chez les jeunes, le contrôle des armes à feu, la formation des policiers et la recherche comptent parmi ses actions.

La violence lesbophobe

La deuxième partie de la conférence, portant sur la violence lesbophobe, est assurée par **Line Chamberland**, professeure associée à l'IREF.

Madame Chamberland se penche sur le *gay bashing*, à savoir le tabassage des gais dans les lieux publics. Même si ce sont les hommes qui en sont les cibles de choix, elle souligne que les femmes ne sont pas explicitement incluses dans cette définition, alors que la violence lesbophobe existe bel et bien. Ce sont les études américaines des communautés LGBT sur la violence auto-rapportée qui fournissent le plus d'informations sur le phénomène. On y apprend que les lesbiennes subissent davantage de harcèlement verbal dans la famille et ont un taux de victimisation moins élevé que les gais à l'école ou dans les espaces gais. Par contre, le taux de victimisation est plus important dans les environnements non gais. De plus, les lesbiennes rapportent moins souvent les cas de violence lesbophobe à la police. Elles sont aussi plus portées à modifier leurs comportements, leur attitude et leur apparence afin de ne pas être étiquetées comme lesbiennes. Line Chamberland souligne que les victimes ne parviennent pas à déterminer s'il s'agit de violence anti-femmes ou anti-lesbiennes.

Bref, les lesbiennes sont quatre fois plus susceptibles de subir cette violence que les hétérosexuelles, conclut Madame Chamberland.

Selon l'enquête française sur la violence envers les femmes (Enveff), les femmes non hétérosexuelles sont quatre fois plus susceptibles d'avoir subi de la violence physique au cours des 12 derniers mois que les femmes exclusivement hétérosexuelles.

Bref, pour cerner la violence lesbophobe, il faut examiner la violence subie dans divers contextes de vie (travail, famille, etc.), et non seulement dans les lieux publics.

¹ (2007). *Pink Blood : la violence homophobe au Canada*, les Éditions du Triptyque.

² MASON, Gail (2001). « Not Out Kind of Hate Crime », *Law and Critique*, vol. 12, no. 3, p. 253-278.

Nouveautés

Un documentaire qui dénonce le phénomène de l'hypersexualisation

par Irène Demczuk, agente de développement, Service aux collectivités

Le projet *Outiller les jeunes face à l'hypersexualisation* est une initiative conjointe du Y des femmes de Montréal, des professeures **Francine Duquet**, du Département de sexologie et **Anne Quéniart**, du Département de sociologie de l'UQAM, toutes deux membres de l'IREF, et du Service aux collectivités (Protocole UQAM/Relais-femmes).

Le projet s'est associé à la réalisatrice Sophie Bissonnette et à l'Office National du film du Canada pour produire un documentaire d'une trentaine de minutes sur l'hypersexualisation des jeunes. **Sexy Inc. Nos enfants sous influence** analyse l'inquiétant phénomène d'hypersexualisation de notre environnement ainsi que ses effets nocifs sur les jeunes. Le film démontre comment une représentation sexualisée et sexiste est en train de s'imposer, réduisant les enfants à des consommateurs et véhiculant les stéréotypes les plus désolants, où les filles sont traitées comme des objets sexuels dès leur plus jeune âge, sans aucun respect pour leur développement et les frontières de l'âge. À travers le point de vue percutant de plusieurs spécialistes, le film dénonce une culture malsaine créée par le marketing et les médias. Véritable appel à la mobilisation, il est avant tout un outil pour susciter la discussion et la prise de conscience. Le DVD bilingue est disponible à l'ONF

et est accompagné d'un guide d'animation. Pour plus de détails, consulter le site www.onf.ca/sexyinc ou le site Internet du projet www.hypersexualisationdesjeunes.uqam.ca.



Yolande Geadah, *Accommodements raisonnables. Droit à la différence et non différence des droits*, VLB éditeur, 2007, 96 pages.

Dans le débat actuel sur les accommodements raisonnables, on oublie trop souvent que cette question ne concerne pas seulement les libertés individuelles. Elle met aussi en cause la possibilité même de maintenir un espace public commun. Si jusqu'ici on s'en est remis aux tribunaux pour décider de ce qui était acceptable ou non des demandes d'accommodement, on se rend bien compte aujourd'hui que cette approche juridique ne suffit pas. Une réflexion collective sur les exigences du vivre ensemble au-delà de ce que le droit permet est donc nécessaire. Cette question est aussi une question politique.

Cet essai s'adresse aux citoyens et citoyennes de toutes les cultures et religions, aux défenseurs des droits humains, aux hommes et aux femmes politiques, et aux représentants des institutions et des médias. Il dégage les lignes directrices qui devraient guider l'action des responsables des services publics et des organismes de la société civile, quand ils sont confrontés à des revendications émanant de diverses communautés ethno-religieuses.

Simone Landry, *Travail, affection et pouvoir dans les groupes restreints*, Presses de l'Université du Québec, 2007, 482 pages.

Cet ouvrage propose un modèle qui postule la présence, dans tout groupe restreint, de trois zones dynamiques, les zones du travail, de l'affection et du pouvoir. L'évolution du groupe se joue donc dans ces trois zones, chacune comportant ses enjeux spécifiques : pour la zone du travail, ils ont trait à la structuration du travail et à la mise en place d'un réseau de relations de travail satisfaisant pour ses membres; pour la zone de l'affection, il s'agit de l'établissement du réseau des relations affectives entre les membres et du développement de la cohésion groupale; pour la zone du pouvoir, les enjeux portent sur l'émergence et la consolidation d'une structure de pouvoir et d'un leadership relativement stables.



Chantal Rondeau et H el ene Bouchard, *Commer antes et épouses à Dakar et Bamako. La réussite par le commerce*,  ditions L'Harmattan, 2007, 436 pages.

Cet ouvrage, destiné aussi bien aux spécialistes qu'à un public plus large, invite à une rencontre stimulante entre diverses commerçantes de Bamako et de Dakar. Marchandes de rue, boutiqui res ou grossistes, elles échangent leurs points de vue sur leurs réussites et leurs déboires, sur la gestion de leur commerce au quotidien —   portée d'oreille de deux chercheuses en sciences sociales. Pour ces femmes, mariées et mères de famille, que signifie réussir dans le commerce ?   partir d'entrevues auprès de 160 Dakaraises, H el ene Bouchard analyse les stratégies d'insertion féminine dans le petit commerce alimentaire.

Adoptant une démarche originale, l'ouvrage convie — au-delà des deux études de terrain —   un dialogue imaginaire entre femmes de Bamako et de Dakar ainsi qu'à une causerie méthodologique, pleine de verve, entre les deux auteures.



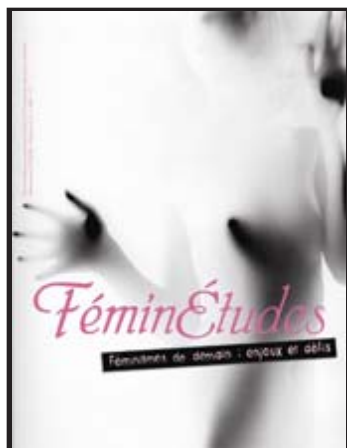
***Actes du 4  Congrès international des recherches féministes dans la francophonie plurielle*,  ditions du remue ménage, 2007.**

Tome 1 « Des frontières » sous la direction de Marie-Blanche Tahon

Tome 2 « Famille et rapports de sexe », sous la direction de Marie-Blanche Tahon

Tome 3 « Les femmes entre la ville et la cité », sous la direction de Marie-Blanche Tahon et Céline Widmer

De nombreuses chercheuses de la francophonie internationale ont participé au Congrès qui s'est tenu à l'Université d'Ottawa en juillet 2005. Soulignons l'apport de deux membres de l'IREF: **Maria Nengeh Mensah**, UQAM: *Citoyenneté et discours féministes sur la « prostitution » et le « travail du sexe »: quelques effets pervers*, tome 3, p. 142-152 ; et **Chantal Maillé**, Université Concordia: *Autour des a priori de la littérature francophone sur femmes et politique*, tome 3, p. 217-224.



« Féminismes de demain : enjeux et défis », *Revue F min tudes*, no 12, 2007, 52 pages.

Ce numéro présente les textes des auteures et auteurs qui proviennent de plusieurs disciplines:  tudes littéraires, science politique, sociologie, sciences des religions et offrent des pistes de réflexion variées sur le thème « Féminismes de demain: enjeux et défis ». Ceux-ci soulèvent des enjeux qui sont à l'agenda féministe depuis longtemps et à d'autres qui s'y sont ajoutés depuis peu. Sont entre autres abordés les droits des femmes, les questions identitaires, les modalités de l'action féministe, la représentativité sociale des femmes en politique, la montée du masculinisme, la pornographie et le VIH-sida. Ce numéro présente un contenu éclectique qui reflète les idéaux, les perspectives, les moyens et les lieux investis par les auteures et auteurs pour faire avancer la lutte féministe.

Le comité de rédaction était composé de : Isabelle Courcy, Sophie le Blanc, Noémie Ral, Karina Victoria Sieres et Amélie Tremblay.

En vente à l'IREF (5 \$).

LES MEMBRES DU CONSEIL DE L'IREF (2007-2008)

Directrice

Marie-Andrée ROY, Département des sciences des religions

Coordonnatrice de l'enseignement

Lori SAINT-MARTIN, Département d'études littéraires

Coordonnatrice de la recherche

Françine DESCARRIES, Département de sociologie

Agente de recherche et de planification et adjointe à la formation

Lorraine ARCHAMBAULT

Responsable du développement de la recherche

Lyne KURTZMAN

Représentantes professeures

Sylvie JOCHEMS, École de travail social

Hélène MANSEAU, Département de sexologie

Thérèse ST-GELAIS, Département d'histoire de l'art

Représentante chargée de cours

Louise BROSSARD, École de travail social

Représentantes étudiantes

Pascale GAUTHIER-BRUNET, certificat en études féministes

Janie BEAUCHAMP, maîtrise en sciences des religions,

concentration études féministes

Mandataire du Doyen de la Faculté des sciences humaines

Anne ROCHETTE, vice-doyenne aux études

Mandataire du Protocole UQAM/Relais-femmes

Irène DEMCZUK, Service aux collectivités

Représentantes du milieu socio-économique

Michèle ASSELIN, présidente de la Fédération des femmes du Québec

Thérèse MAILLOUX, sous-ministre adjointe chargée du Secrétariat à la condition féminine, Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine



FONDS ANITA CARON

Le Fonds Anita Caron a été créé dans le but de contribuer financièrement aux activités de formation et de recherche des étudiantes et étudiants inscrits à nos programmes d'études.

Trois bourses d'études sont offertes annuellement dans le cadre d'un concours:

- ➔ **une bourse de 1 000 \$**
- à la concentration de deuxième cycle
- ➔ **deux bourses de 500 \$**
- au certificat
- à la concentration de premier cycle

Pour offrir un don au Fonds Anita Caron, nous vous invitons à communiquer avec la directrice de l'Institut, madame Marie-Andrée Roy

COLLABORATRICES

Mercédès Baillargeon, Michèle Charpentier, Irène Demczuk, Catherine Garneau, Élise Guillemette, Julie Jacques, Sylvie Jochems, Lyne Kurtzman, Marie-Claude Laberge, Katherine Macnaughton-Osler, Sandrine Ricci, Marie-Andrée Roy, Lori Saint-Martin.

COORDINATION

Lorraine Archambault

MISE EN PAGE

Céline O'Dowd, secrétaire de direction et assistante de programmes